

NEO MACCARTHYSME EN ALLEMAGNE DE L'OUEST

DROITS ET LIBERTES

■ Louis ASTRE

TOUS UNIS POUR PLIOUCHTCH ?

Le Bundestag, parlement de la République fédérale allemande, vient d'adopter un projet de loi visant à légaliser la pratique du « Berufsverbot », c'est-à-dire à légaliser l'interdit professionnel dans l'administration publique pour ceux dont le comportement justifierait un doute quant à leur respect futur du devoir de fidélité à la Constitution, un doute quant à leur engagement « pour l'ordre fondamental démocratique libéral ».

Peu importe que ce projet de loi présenté par la majorité social-démocrate et libérale, soit moins dur que celui que les chrétiens démocrates veulent imposer. Ce qui compte, c'est que voici légalisée chez nos voisins d'Outre-Rhin une chasse aux sorcières néo-maccarthyste, engagée en janvier 1972 sur simple décision de l'Assemblée des ministres présidents des Etats.

Si l'administration est informée de faits laissant apparaître un doute sur un fonctionnaire ou sur un candidat à un

emploi public, elle peut déclencher une enquête sur son compte, interroger l'intéressé et faire engager contre lui une procédure disciplinaire d'expulsion ou une interdiction d'accès.

C'est donc une véritable chasse aux sorcières qui se développe aujourd'hui à grande échelle dans l'Allemagne de Bonn. Plusieurs centaines de milliers de personnes auraient déjà fait l'objet d'une enquête. Et l'on aurait prononcé un millier d'interdictions contre des Allemands d'opinions diverses, gauchistes, communistes, socialistes.

La violence minoritaire de quelques groupes extrémistes en Allemagne de l'Ouest, ne saurait d'aucune manière ni expliquer, ni excuser cette atteinte à la démocratie.

La FEN entend intervenir là aussi pour exiger le respect des droits et des libertés.

ET LA TCHECOSLOVAQUIE...

Et nous rappelons que tout à côté en Tchécoslovaquie, depuis l'écrasement du printemps de Prague, par des armées étrangères, le 21 août 1968, la répression suit inexorablement son cours.

Que sont chassés de l'Ecole les enseignants mal pensants.

Que sont chassés des études les étudiants mal pensants, les lycéens mal pensants et même les enfants dont les parents sont ou ont été des mal pensants.

Joseph Ernest, directeur de l'enseignement technique et professionnel commentait ainsi dans le « journal des enseignants » du 22 avril 1971, les directives ministérielles :

(Ce texte hélas ! n'a jamais été annulé.
Bien au contraire.)

« ... Le choix des candidats pour les Etudes secondaires doit avoir un caractère nettement politique. Nous ne cachons pas que nous voulons et c'est notre devoir moral de le faire la sélection dans les écoles d'une façon responsable, c'est-à-dire de manière à ce qu'il y ait des garanties, que les diplômés seront fermement sur les positions du socialisme et qu'ils mettront pleinement leurs connaissances et capacités au service du développement de la société socialiste. Lorsque nous n'avons pas de telles garanties, nous n'avons pas non plus de raison d'accepter le candidat... »

Quant au critère des origines de classes, employé en soi de façon mécanique, il ne constituerait pas une vue suffisante, car il ne dit que très peu sur les attitudes politiques et civiques des parents. Il est déterminant de savoir dans quel esprit les parents influencent les enfants ; s'ils soutiennent le socialisme, la politique actuelle du PCT et quelles étaient leurs attitudes en 1968-1969... »

On connaît la tragédie de ce mathématicien soviétique chassé de son emploi en 1968, arrêté en 1972, mis au secret total, jugé en 1973 en son absence et sans avocat, et condamné à l'internement dans un hôpital psychiatrique spécial du ministère de l'Intérieur.

Subissant depuis lors un traitement médical intensif détruisant sa personnalité, Leonid Pliouchtch est aujourd'hui aux portes de la mort.

Son cas est exemplaire. La matérialité des faits est incontestable. Et c'est en marxiste qu'avec un rare courage, Pliouchtch s'obstine à défendre les libertés.

Combien d'autres Pliouchtch dans les hôpitaux psychiatriques spéciaux en Union Soviétique ?

Un comité international de mathématiciens lutte pour sa libération. Avec lui, FEN, LDH, Amnesty, FO, CFDT et des personnalités de gauche ont, le 23 octobre, tenu à Paris un meeting qui a connu un grand succès.

A ce meeting, la FEN a rappelé son combat résolu, au nom du Socialisme, contre la répression capitaliste dans le monde et en France même. Nous félicitant de l'action commune réalisée en ce domaine avec le MRG, le PS, le PC, la CFDT et la CGT, action commune qui doit continuer, nous avons souligné que lorsque la répression est perpétrée au nom du Socialisme, les travailleurs ont une raison supplémentaire de défendre la liberté car il s'agit alors de défendre aussi le Socialisme. Notre silence ferait le jeu de tous les Poniatowsky. Et nous avons regretté les chaises vides dans ce meeting, de la CGT et du PC.

L'éditorial de l'Humanité du 25 octobre me prend vivement à partie... L'essentiel n'est-il pas que le meeting, son orientation et succès, les déclarations sans complexe de la FEN et de quelques autres, aient conduit le parti communiste français à réclamer enfin lui-aussi la libération de Leonid Pliouchtch. A quand le jour où toute la gauche française défendra d'une égale conviction et d'un même pas les libertés de tous contre toutes les répressions ?

Oui ne voit que ce jour-là, en France même et pour le monde entier, aura enfin été franchi un pas décisif vers le Socialisme ?